

AperTO - Archivio Istituzionale Open Access dell'Università di Torino

"... comme un beau paysage": de la Convention européenne du paysage et de quelques nouvelles axiologies

This is the author's manuscript

Original Citation:

Availability:

This version is available <http://hdl.handle.net/2318/88804> since

Publisher:

Edizioni Libreria Cortina

Terms of use:

Open Access

Anyone can freely access the full text of works made available as "Open Access". Works made available under a Creative Commons license can be used according to the terms and conditions of said license. Use of all other works requires consent of the right holder (author or publisher) if not exempted from copyright protection by the applicable law.

(Article begins on next page)

«...comme un beau paysage»: de la *Convention européenne du paysage* et de quelques nouvelles axiologies

MARIAGRAZIA MARGARITO
Università degli Studi di Torino

En 2010 le dixième anniversaire de la Convention européenne du paysage a été fêté dans différents pays d'Europe ¹. Moins connue peut-être que d'autres conventions promulguées par de grands organismes internationaux elle touche le tourisme aussi, par son vaste thème, par son objet qui est un cadre de vie incontournable. Dans une recherche focalisée sur la communication touristique elle ne pouvait, nous semble-t-il, être négligée.

La Convention européenne du paysage a été signée à Florence le 20.10.2000 et est entrée en vigueur le 01.03.2004. États signataires en 2000: Belgique, Bulgarie, Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Italie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Moldavie, Norvège, Portugal, Roumanie, Saint-Marin, Turquie.

Ouverte à la signature des États membres du Conseil de l'Europe et à l'adhésion de l'Union européenne et des États européens non membres elle avait comme condition d'entrée en vigueur la ratification de la part de dix états. Actuellement ² elle compte un nombre total d'adhésions/ratifications de 35 états. Par ses buts de promotion de "la protection, de la gestion, de l'aménagement des paysages européens" et d'organisation de "la coopération européenne dans ce domaine" ³ elle est très proche des conventions patrimoniales du Conseil de l'Europe et de l'Unesco et représente, d'une certaine façon, un de leurs aboutissements souhaités.

La Convention ⁴ se compose d'un Préambule et de 18 articles divisés en quatre chapitres: "Dispositions générales", "Mesures nationales", "Coopération européenne", "Clauses finales"; nous prenons ici comme corpus de travail la version française (la version anglaise existe aussi).

Dans ce texte officiel d'une institution internationale nous visons des formations discursives où dominant des évaluatifs valorisants, où les axiologiques sont nombreux, tous révélateurs d'une part d'une rédaction qui se veut consensuelle et cherche, spéculativement, un consensus public de plus en plus diffus, et de l'autre du progrès de nouvelles valeurs sociales. Par ce biais nous allons aussi à la recher-

¹ À Florence, 19-20 octobre 2011, à Turin, Uniscape General Meeting: "Landscape education and research in Piedmont for the implementation of the European Landscape Convention", Politecnico di Torino – Università degli Studi di Torino, 16-17 octobre 2010.

² Site <http://conventions.coe.int> (consulté en août-septembre 2011).

³ *Ibid.*

⁴ En annexe la partie de la Convention comprenant les citations de ces pages.

che de données (lexies, phénomènes de composition lexicale, segments phrastiques) qui devraient nous conduire à une sorte de “cartographie lexicale” (les entrées lexicales étant privilégiées) où se déploient paysage, patrimoine, responsabilité sociale.

Pour notre analyse nous utiliserons aussi les *Actes annuels des Réunions des Ateliers pour la mise en œuvre de la Convention européenne du paysage* (années 2002-2009) ⁵:

- 1^e réunion: Strasbourg, 23-24 mars 2002
- 2^e réunion: Strasbourg, 27-28 novembre 2003
- 3^e réunion: Cork, Irlande, 16-17 juin 2005, “Des paysages pour les villes, les banlieues et les espaces périurbains”
- 4^e réunion: Ljubljana, Slovénie, 11-12 mai 2006, “Paysage et société”
- 5^e réunion: Gironne, Espagne, 28-29 septembre 2006, “Les objectifs de qualité paysagère: de la théorie à la pratique”
- 6^e réunion: Sibiu, Roumanie, 20-21 septembre 2007, “Paysage et patrimoine rural”
- 7^e réunion: Piestany, République Slovaque, 24-25 avril 2008, “Le paysage dans les politiques de planification et la gouvernance: vers un aménagement intégré du territoire”
- 8^e réunion: Malmö, Suède, 8-9 octobre 2009, “Paysage et forces gouvernantes”⁶

que nous considérons comme un corpus d’appui nous servant pour fixer, ou élargir, des données repérées dans notre corpus de travail.

Un discours institutionnel

Texte à faible charge performative (ce n’est pas un texte de loi, bien que les lois auxquelles elle se réfère soient citées dans le Préambule) la Convention est un exemple probant de discours institutionnel, partant à caractère général, non conflictuel, à visée très souvent anticipatoire d’opinions, de valeurs qui deviendront courantes à long terme. Discours public, foncièrement apolitique qui n’a toutefois ni les contraintes ni la performativité des discours juridiques, elle est le résultat d’une énonciation plurielle qui devient collective de par les renvois continuels à la collectivité représentée par les États membres

Des travaux préparatoires, textes produits par des commissions, des comités, des groupes de travail sont toujours en amont des textes institutionnels: pour Da-

⁵ Actes publiés par le Conseil de l’Europe; disponibles en ligne http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/heritage/Landscape/Publications_fr.asp

⁶ Les références à ces textes seront indiquées par R1, R2, R3, etc. selon la numérotation des *Réunions*.

mette (2007) il en résulte un “auteur collectif”, comme pour les textes juridiques. Notre corpus d’appui nous montrera des voix plurielles, souvent complémentaires, qui définissent, précisent, enrichissent en aval le discours institutionnel.

Parmi les caractéristiques des discours institutionnels – propres aux discours juridiques et diplomatiques aussi, toutes distinctions gardées dans le cadre de ces typologies – l’effacement énonciatif est un constat. À propos des discours diplomatiques, par exemple, il est notoire que

[les diplomates] communiquent, mais ne s’expriment pas: ce sont des locuteurs, non des émetteurs

[...] la retenue verbale est de rigueur (PASCUAL 2004, 168-169).

Et encore: la surface lisse des textes des grandes institutions internationales nous offre une langue claire, précise, “douce”, pour laquelle nous citons la belle expression “langue de coton” (HUYGHE 1991)⁷, où les connotations sont estompées au maximum afin de laisser le moins de place possible à des interprétations adverses; il y a quête de l’adhésion de l’auditoire par le recours au “vague”⁸ de notions générales qui sont le produit de médiations constantes entre les membres de l’institution, ici les États membres. À ces notions vagues et pourtant bien partagées (“paysage... ressource commune... cadre de vie...”) généricité et ambiguïté sont indispensables pour permettre de gérer une communication d’où les équivoques et la dimension évaluative seraient bannies. La pacification des contraires est obligatoire: l’institution est là, elle émane son discours, elle doit garder son image de marque à portée universelle; avant même qu’elle ne s’exprime on reconnaît son autorité et on lui accorde un imposant ethos extradiscursif⁹ (ADAM 1999), ou prédiscursif (AMOSSY 2000)¹⁰.

De nouveaux paysages

Toutefois, sont parsemés dans la Convention, via les choix lexicaux, des évaluatifs, des marques d’affectivité généralement absents des discours institutionnels: “épanouissement des êtres humains... jouer de paysages... bien-être individuel et social”¹¹... qui lui confèrent, à nos yeux, un statut particulier.

⁷ Cité in Silvia Nugara (2011).

⁸ Pour la notion de flou en Droit cf. Anne Wagner (2002), cf. aussi Bhatia, Engberg, Gotti, Heller (2005).

⁹ Pour Jean-Michel Adam il s’agit du «sujet dans le monde [...] une entité non linguistique [qui] est un élément du contexte, elle peut être pourvue d’un ethos préalable lié à sa fonction» (1999, 113).

¹⁰ Il est bien question de l’image “que l’auditoire peut se faire du locuteur avant sa prise de parole” (AMOSSY 2000, 70).

¹¹ Ce qui rejoint dans la présente publication l’article de Brigitte Battel.

La généricité de nombreux items lexicaux, leur polysémie abondante ne sont pas surprenantes, elles font partie des spécificités des discours institutionnels, mais des procédures d'inscription dans la langue de données à valeur plus subjective ont attiré notre attention.

Les "Dispositions générales" (chapitre I) de notre texte de travail débutent par une activité définitoire qui marque, par rebond "aux fins de la [...] Convention" ses propos universalistes, et ce d'autant plus qu'à un niveau lexical, voire lexicographique suite à une recherche dans les dictionnaires de langue, de nombreuses collocations, ou compositions lexicales en voie, qui sait, de fixation, sont absentes, comme nous allons le voir.

Le focus est porté sur la notion de paysage qui nous est définie par ses liens étroits aux populations, suite à des relations où les facteurs naturels et sociaux sont fondateurs:

Paysage: désigne une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations (Convention ¹², art. 1, a).

Comparons avec des définitions de dictionnaires:

paysage nom masculin: Partie d'un pays que la nature présente à un observateur (*Petit Robert électronique* 2009 – PRE)

paysage nom masculin: 1. Vue d'ensemble, qu'offre la nature, d'une étendue de pays, d'une région 3. Vue d'ensemble d'un endroit quelconque (ville, quartier, etc.).(*Trésor de la langue française* – TLF <http://atilf.atilf.fr/tlf.htm>)

Comparons encore avec un dictionnaire de nouvelle typologie: le rapport à l'être humain est bien souligné dans l'encadré à signature Alain Rey qui accompagne l'entrée *paysage* dans le *Dictionnaire culturel en langue française* (2005) et la mise en relief de la corrélation "nature-culture-regard"¹³ rappelle les conditions d'historicité de cette notion. À l'histoire appartiennent en effet les liens du concept de paysage avec le visuel, la peinture, d'où le renvoi au *pittoresque* et, au fil des siècles (2nde moitié du XX^e siècle) à l'émergence de données comme *patrimoine naturel*, *environnement*, *territoire* qui complexifient la notion de paysage:

à partir des années 1960 le paradigme du pittoresque n'est plus le seul à ordonner les choix et les pratiques en matière de patrimoine paysager. L'émergence de 'patrimoine naturel' et de politiques visant la protection de l'environnement, c'est-à-dire des écosystèmes et de la biodiversité, impose un nouveau point de vue sur la question des paysages. Le paradigme environnemental tend à se substituer, sans toutefois le mettre tout à fait hors jeu, au paradigme du pittoresque (BRIFFAUD 2003: 247).

¹² Dorénavant Convention: C.

¹³ s.v. **paysage**.

La Convention fait un clivage irréfutable du côté de la perception, du ressenti des habitants des lieux, optique que renforce d'ailleurs dans notre corpus d'appui une intervention de Gerhard Ermischer marquant "how important it is to understand the human perception of a landscape to understand the landscaper itself" ¹⁴. Le paysage serait alors dans la perception que l'être humain, les populations, les groupes sociaux en ont, en une sorte de dialogue continu, toujours renouvelé.

Tout aussi intéressante la composition lexicale *qualité paysagère* qui implique à nouveau les populations, via les "autorités compétentes" dans une visée prospective touchant au mental, à l'émotionnel

Objectif de qualité paysagère désigne la formulation par les autorités publiques compétentes, pour un paysage donné, des aspirations des populations en ce qui concerne les caractéristiques paysagères de leur cadre de vie (C, art. 1,c)

Pour un observateur linguiste cette composition nom + adjectif (*qualité paysagère*) est un néologisme: non lexicalisée, absente même en microstructure des dictionnaires cités plus haut la *qualité paysagère* fait figure non seulement de mot nouveau, mais de valeur intrinsèque du paysage et des populations qu'on ne peut séparer de la définition de *paysage*. Il y a bien là, selon nous, une de ces nouvelles axiologies qui font la force de ce texte institutionnel.

Le paysage se pose entre nature et société, pour la Convention entre "configuration naturelle et/ou intervention humaine" (C 1,d) qui sont à la source de la *valeur patrimoniale*. La *qualité paysagère* et ses objectifs occupent d'ailleurs R5 et un va-et-vient ininterrompu se fait entre processus sociaux et paysage, notamment "sur les perceptions ou les représentations des acteurs et principalement des populations concernées" (R5, LUGINBÜHL: 105-106).

Les valeurs attribuées au paysage dépendent des populations et peuvent être modulées suivant "les groupe sociaux qui les portent" (*ibid.*).

D'autres données apparaissent suite à l'activité définitoire de la Convention, et nous ouvrent l'éventail des typologies des paysages:

L'acception du terme [paysage] va bien au-delà des types de paysages (que l'on appelle culturels, historiques, ou naturels ou encore exceptionnels) et englobe la totalité des paysages européens, qu'ils soient urbains ou périurbains, agricoles, naturels, extraordinaires ou ordinaires, etc. (R4, SCARZELLA: 159).

Tous sont acceptés par la Convention, des paysages "remarquables" jusqu'aux paysages dégradés (cf. Art 2). Les populations à nouveau sont impliquées puisque le "paysage exprime la diversité de leur [des populations] patrimoine culturel et naturel" (art. 5, a). La séquence *patrimoine culturel et naturel* suscite notre intérêt, à partir de l'ordre des unités lexicales, où *culturel* est antéposé à *naturel* (dans la ver-

¹⁴ R2, 129.

sion anglaise de la Convention, nous lisons par contre “natural and cultural heritage” (MARGARITO 2010). PRE atteste *héritage culturel* et renvoie à *patrimoine*, TLF nous donne parmi les exemples *patrimoine culturel*.

Le rappel des groupes sociaux, la quasi inséparabilité entre populations et paysage témoigne de tout un réseau de données dont est tissé le texte de la Convention, qui révèle des changements de sensibilité (la Convention pose comme un des ses objectifs la *sensibilisation* de la société civile [art. 6 a]) et de priorités de notre époque.

Le choix d’unités lexicales neutres ou à prégnance positive, fédérative – *diversité du patrimoine commun culturel et naturel, développement durable, équilibre harmonieux, ressource commune...* – est indéniable. Au niveau discursif le balancement entre données euphoriques (positives, souvent hyperboliques) et données dysphoriques (négatives) est évité, voire dépassé: comme tout paysage *remarquable*, les paysages *dégradés* sont acceptés, ils sont tous fondateurs d’identité, ce qui permet aux “beaux” paysages de sortir de l’isolement descriptif, administratif, de gestion où leurs qualités exceptionnelles les enferment (à savoir le grand “vide” économique et social entourant des sites célèbrissimes).

Évaluations, nouvelles axiologies attribuent alors au texte de la Convention le rôle de révélateur social, ce qui est bien dans la direction de toute entreprise humaine.

Références bibliographiques

- ADAM Jean-Michel (1999), *Linguistique textuelle. Des genres de discours aux textes*, Paris, Nathan
- BHATIA Vijay, ENGBERG Jan, GOTTI Maurizio, HELLER Dorothée (2005), *Vagueness in Normative Texts*, Bern, Peter Lang
- BRIFFAUD Serge (2003), “Le paysage comme patrimoine: réflexion sur l’histoire récente d’une patrimonialisation des apparences”, ROUSSO Henry, *Le regard de l’histoire. L’émergence et l’évolution de la notion de patrimoine au cours du XXe siècle en France*, Paris, Fayard
- DAMETTE Éliane (2007), *Didactique du français juridique*, Paris, L’Harmattan
- ERMISCHER Gerhard (2003), “Mental landscape. Landscape as idea and concept”, *Deuxième réunion des Ateliers du Conseil de l’Europe pour la mise en œuvre de la Convention européenne du paysage*, Conseil de l’Europe, p. 129-135
- LUGINBÜHL Yves (2006), “Les objectifs de qualité paysagère”, *Cinquième réunion des Ateliers du Conseil de l’Europe pour la mise en œuvre de la Convention européenne du paysage*, Conseil de l’Europe
- MARGARITO Mariagrazia (2010), “In the words of the European Landscape Convention: values and social changes”, CASSATELLA Claudia, DEVECCHI Marco, GAMBINO Roberto, LARCHER Federica, *Landscape education and research in Piedmont for the implementation of the European Landscape Convention. Exhibition catalogue on the occasion of the Uniscape General Meeting 2010*, Politecnico di Torino

- NUGARA Silvia (2011), *L'émergence de violence domestique comme rubrique du discours institutionnel: le cas du Conseil de l'Europe*, thèse de Doctorat, Università degli Studi di Brescia – Université de Paris-Sorbonne Nouvelle (Paris III)
- PASCUAL Edmond (2004), *La communication écrite en diplomatie*, Saint-Estève, Presses Universitaires de Perpignan
- REY Alain (dir.) (2005), *Dictionnaire culturel en langue française*, Paris, Le Robert, 4 voll.
- REY Alain (dir.) (2008), *Petit Robert Électronique*, Paris, Le Robert
- SCAZZOSI Lionella (2006), "Sites culturels protégés et paysage", *Quatrième réunion des Ateliers du Conseil de l'Europe pour la mise en œuvre de la Convention européenne du paysage*, Conseil de l'Europe, p. 159-164
- WAGNER Anne (2002), *La langue de la Common Law*, Paris, L'Harmattan

ANNEXE

Convention européenne du paysage**Florence, 20.X.2000****Préambule**

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses membres, afin de sauvegarder et de promouvoir les idéaux et les principes qui sont leur patrimoine commun, et que ce but est poursuivi en particulier par la conclusion d'accords dans les domaines économique et social;

Soucieux de parvenir à un développement durable fondé sur un équilibre harmonieux entre les besoins sociaux, l'économie et l'environnement;

Notant que le paysage participe de manière importante à l'intérêt général, sur les plans culturel, écologique, environnemental et social, et qu'il constitue une ressource favorable à l'activité économique, dont une protection, une gestion et un aménagement appropriés peuvent contribuer à la création d'emplois;

Conscients que le paysage concourt à l'élaboration des cultures locales et qu'il représente une composante fondamentale du patrimoine culturel et naturel de l'Europe, contribuant à l'épanouissement des êtres humains et à la consolidation de l'identité européenne;

Reconnaissant que le paysage est partout un élément important de la qualité de vie des populations: dans les milieux urbains et dans les campagnes, dans les territoires dégradés comme dans ceux de grande qualité, dans les espaces remarquables comme dans ceux du quotidien;

Notant que les évolutions des techniques de productions agricole, sylvicole, industrielle et minière et des pratiques en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, de transport, de réseaux, de tourisme et de loisirs, et, plus généralement, les changements économiques mondiaux continuent, dans beaucoup de cas, à accélérer la transformation des paysages;

Désirant répondre au souhait du public de jouir de paysages de qualité et de jouer un rôle actif dans leur transformation;

Persuadés que le paysage constitue un élément essentiel du bien-être individuel et social, et que sa protection, sa gestion et son aménagement impliquent des droits et des responsabilités pour chacun;

Ayant à l'esprit les textes juridiques existant au niveau international dans les domaines de la protection et de la gestion du patrimoine naturel et culturel, de l'aménagement du territoire, de l'autonomie locale et de la coopération transfrontalière, notamment la Convention relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe (Berne, 19 septembre 1979), la Convention pour la sauvegarde du patrimoine architectural de l'Europe (Grenade, 3 octobre 1985), la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (révisée) (La Valette, 16 janvier 1992), la Convention-cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales (Madrid, 21 mai 1980) et ses protocoles additionnels, la Charte européenne de l'autonomie locale (Stras-

bourg, 15 octobre 1985), la Convention sur la diversité biologique (Rio, 5 juin 1992), la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (Paris, 16 novembre 1972), et la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Aarhus, 25 juin 1998);

Reconnaissant que la qualité et la diversité des paysages européens constituent une ressource commune pour la protection, la gestion et l'aménagement de laquelle il convient de coopérer;

Souhaitant instituer un instrument nouveau consacré exclusivement à la protection, à la gestion et à l'aménagement de tous les paysages européens,

Sont convenus de ce qui suit:

Chapitre I – Dispositions générales

Article 1 – Définitions

Aux fins de la présente Convention:

a «Paysage» désigne une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations;

b «Politique du paysage» désigne la formulation par les autorités publiques compétentes des principes généraux, des stratégies et des orientations permettant l'adoption de mesures particulières en vue de la protection, la gestion et l'aménagement du paysage;

c «Objectif de qualité paysagère» désigne la formulation par les autorités publiques compétentes, pour un paysage donné, des aspirations des populations en ce qui concerne les caractéristiques paysagères de leur cadre de vie;

d «Protection des paysages» comprend les actions de conservation et de maintien des aspects significatifs ou caractéristiques d'un paysage, justifiées par sa valeur patrimoniale émanant de sa configuration naturelle et/ou de l'intervention humaine;

e «Gestion des paysages» comprend les actions visant, dans une perspective de développement durable, à entretenir le paysage afin de guider et d'harmoniser les transformations induites par les évolutions sociales, économiques et environnementales;

f «Aménagement des paysages» comprend les actions présentant un caractère prospectif particulièrement affirmé visant la mise en valeur, la restauration ou la création de paysages.

Article 2 – Champ d'application

Sous réserve des dispositions de l'article 15, la présente Convention s'applique à tout le territoire des Parties et porte sur les espaces naturels, ruraux, urbains et périurbains. Elle inclut les espaces terrestres, les eaux intérieures et maritimes. Elle concerne, tant les paysages pouvant être considérés comme remarquables, que les paysages du quotidien et les paysages dégradés.

Article 3 – Objectifs

La présente Convention a pour objet de promouvoir la protection, la gestion et l'aménagement des paysages, et d'organiser la coopération européenne dans ce domaine.

Chapitre II – Mesures nationales

Article 4 – Répartition des compétences

Chaque Partie met en œuvre la présente Convention, en particulier ses articles 5 et 6, selon la répartition des compétences qui lui est propre, conformément à ses principes constitutionnels et à son organisation administrative, et dans le respect du principe de subsidiarité, en tenant compte de la Charte européenne de l'autonomie locale. Sans déroger aux dispositions de la présente Convention chaque Partie met en œuvre la présente Convention en accord avec ses propres politiques.

Article 5 – Mesures générales

Chaque Partie s'engage:

- a à reconnaître juridiquement le paysage en tant que composante essentielle du cadre de vie des populations, expression de la diversité de leur patrimoine commun culturel et naturel, et fondement de leur identité;
- b à définir et à mettre en œuvre des politiques du paysage visant la protection, la gestion et l'aménagement des paysages par l'adoption des mesures particulières visées à l'article 6;
- c à mettre en place des procédures de participation du public, des autorités locales et régionales, et des autres acteurs concernés par la conception et la réalisation des politiques du paysage mentionnées à l'alinéa b ci-dessus;
- d à intégrer le paysage dans les politiques d'aménagement du territoire, d'urbanisme et dans les politiques culturelle, environnementale, agricole, sociale et économique, ainsi que dans les autres politiques pouvant avoir un effet direct ou indirect sur le paysage.

Article 6 – Mesures particulières

A Sensibilisation

Chaque Partie s'engage à accroître la sensibilisation de la société civile, des organisations privées et des autorités publiques à la valeur des paysages, à leur rôle et à leur transformation.

B Formation et éducation

Chaque Partie s'engage à promouvoir:

- a la formation de spécialistes de la connaissance et de l'intervention sur les paysages;
- b des programmes pluridisciplinaires de formation sur la politique, la protection, la gestion et l'aménagement du paysage, destinés aux professionnels du secteur privé et public et aux associations concernés;
- c des enseignements scolaire et universitaire abordant, dans les disciplines intéressées, les valeurs attachées au paysage et les questions relatives à sa protection, à sa gestion et à son aménagement.

C Identification et qualification

1 En mobilisant les acteurs concernés conformément à l'article 5.c et en vue d'une meilleure connaissance de ses paysages, chaque Partie s'engage:

- a i à identifier ses propres paysages, sur l'ensemble de son territoire;
- ii à analyser leurs caractéristiques ainsi que les dynamiques et les pressions qui les modifient;
- iii à en suivre les transformations;
- b à qualifier les paysages identifiés en tenant compte des valeurs particulières qui leur sont attribuées par les acteurs et les populations concernés.

2 Les travaux d'identification et de qualification seront guidés par des échanges d'expériences et de méthodologies, organisés entre les Parties à l'échelle européenne en application de l'article 8.

D Objectifs de qualité paysagère

Chaque Partie s'engage à formuler des objectifs de qualité paysagère pour les paysages identifiés et qualifiés, après consultation du public conformément à l'article 5.c.

[...]

